



**SOUS-PREFECTURE DE FIGEAC**

Le numéro W462001819  
est à rappeler dans toute  
correspondance.

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION  
de l'association n° W462001819**

Ancienne référence  
de l'association :  
0462000165

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**LE SOUS-PRÉFET DE FIGEAC**

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **25 juillet 2013**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**STATUTS**

dans l'association dont le titre est :

**ASSOCIATION AGRÉÉE DE PÊCHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DE CAJARC (AAPPMA)**

dont le siège social est situé : Mairie  
46160 Cajarc

Décision(s) prise(s) le(s) : **15 juillet 2013**

Pièces fournies : Statuts

P/ le Sous-Préfet,  
Par délégation,  
La Secrétaire Administrative,

  
Anne-LISE FARRA

Figeac, le 25 juillet 2013

Loi du 1 juillet 1901, article 6 - c. 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 2 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les huit mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications ou changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, enregistrés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - c. 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 6.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques identifiées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.